



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOU, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Benoît NAOUS

Secrétaire de séance

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

M_DL260608_110

SOLIDARITES - CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS, LE CCAS DE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET LE POLE RESSOURCES HANDICAP 76 (PRH76) 2026 - PROJET DEFINITIF-ADOPTION-AUTORISATION-SIGNATURE DE LA CONVENTION

Madame Edith LEROUX, Conseillère Municipale déléguée – Le Pôle Ressources Handicap 76 accompagne les familles et les professionnels pour faciliter l'accès des enfants et des jeunes à des besoins particuliers dans les accueils individuels et collectifs de la petite-enfance, de l'enfance et de la jeunesse, hors champ scolaire.

Et ce pour :

- Permettre à chaque enfant un accueil de qualité en milieu ordinaire, adapté à sa situation et ses besoins ;
- Rassembler les différents acteurs du territoire autour de la visée inclusive, faciliter leur mise en réseau et soutenir l'émergence d'initiatives ;
- Soutenir les fonctions parentales des parents d'enfants à besoins particuliers ainsi que celles des parents en situation de handicap ;
- Soutenir les professionnels du milieu ordinaire dans leur pratique d'accueil d'enfants en situation de handicap ;
- Contribuer aux orientations stratégiques en identifiant les besoins et les ressources du territoire, les leviers et les freins aux dynamiques inclusives ;
- Favoriser les parcours à visée inclusive des enfants ayant des besoins particuliers : enfants malades ou en situation de handicap reconnue ou non.

Suite à différentes rencontres entre acteurs du territoire, proposer des permanences sur Montivilliers paraît approprié aux besoins de la population et des professionnels du territoire.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des actions déclinées par le Pôle des Solidarités de la Ville de Montivilliers autour de l'inclusion des publics et de la mise en place de la Maison France Services.

Au regard de ces orientations et des actions portées Pôle Ressources Handicap 76 , il convient de formaliser, au travers de la convention jointe en annexe, les relations partenariales entre la Ville de Montivilliers, le CCAS de la Ville de Montivilliers et le Pôle Ressources Handicap 76.

Cette convention, qui porte sur la période du 1er janvier au 31 décembre 2026, définit les engagements de la Ville de Montivilliers, du CCAS de Montivilliers et du Pôle Ressources Handicap 76, notamment par la mise à disposition de locaux au sein du Centre Social Jean Moulin pour que le Pôle Ressources Handicap 76 puisse proposer des permanences en direction des publics.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2121-29 et L2144-3 ;
VU le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L2125-1 et L2125-1-2 ;
VU le rapport de Madame **Edith LEROUX**, Conseillère Municipale déléguée en charge des Seniors et de l'inclusion ;
VU la Commission Municipale n° 1 « Solidarités, Santé, Vie associative et Sportive » réunie le 29 mai 2026, consultée ;

CONSIDÉRANT

- Que la Ville de Montivilliers souhaite favoriser et encourager le projet du Pôle ressources 76 qui présente un caractère d'intérêt général pour les habitants de la Ville de Montivilliers ;
- La politique sociale développée par la Municipalité s'axant notamment sur l'inclusion des publics les plus vulnérables ;
- Les actions menées par le CCAS et le Pôle des Solidarités autour de l'accès aux droits et du handicap ;
- Les actions menées par le PRH 76 au profit des publics et des professionnels ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention tripartite de partenariat entre la Ville de Montivilliers, le CCAS de Montivilliers et le Pôle Ressources Handicap de Seine-Maritime (PRH76).

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr